

**PIERRE DE COUBERTIN
SPORTIF ET PÉDAGOGUE**

Le baron Pierre de Coubertin vient de mourir brusquement à Genève, âgé de soixante-quinze ans. Avec lui disparaît un des plus grands et des plus compréhensifs amis du sport. Ayant rêvé, un jour, de rénover les Jeux antiques, il s'attacha à son projet avec une persévérance admirable et c'est grâce à lui qu'au cours de l'été 1896 Athènes vit revivre les Jeux olympiques. Et, depuis, on sait le succès que remportent périodiquement ces manifestations à travers le monde. Longtemps président du Comité international olympique, c'est en 1924 seulement que le baron Pierre de Coubertin résilia ses fonctions pour se fixer en Suisse, où il vivait silencieux, mais sans laisser en repos sa prodigieuse activité. C'est qu'en marge de l'Olympisme sa vie était vouée à une autre œuvre profondément humaine. Il avait entrepris de renouveler les méthodes pédagogiques modernes, comme il avait su si bien transformer et faire revivre les sports. Cet aspect particulier de la personnalité de Pierre de Coubertin était peu connu du grand public. Il nous a paru intéressant de le révéler à nos lecteurs, et l'article qu'on va lire sera un hommage mérité à la mémoire du disparu.



Le baron Pierre de Coubertin.

La nécessité d'une profonde réforme de l'enseignement s'impose à tous les yeux. Du haut en bas de l'Université, depuis le ministre de l'Éducation nationale jusqu'aux plus humbles éducateurs de nos villages, on en convient, et l'on travaille à établir les bases d'une ample réforme adaptée aux conditions nouvelles de la vie sociale et au domaine toujours accru des connaissances humaines. Au mois d'octobre sans doute, à la rentrée des classes, on verra les premiers fruits des travaux d'allègement et d'aménagement des programmes scolaires et universitaires, entrepris et poursuivis sous l'impulsion de M. Jean Zay, grand maître de l'Université, qui en a maintes fois proclamé l'urgence.

L'occasion est bonne, nous semble-t-il, pour jeter un coup d'œil sur l'œuvre considérable édifiée en cette matière par le baron Pierre de Coubertin, le rénovateur des Jeux olympiques.

La personnalité de cet homme à l'esprit encyclopédique est assez mal connue en France, où l'on ne connaît guère que le côté olympique de son œuvre. A l'étranger par contre, et notamment en Angleterre, en Allemagne, en Amérique et en Suisse, ses travaux en marge de l'Olympisme sont hautement appréciés et suivis attentivement par les autorités les plus qualifiées.

Car, en même temps qu'il créait de toutes pièces cette prodigieuse réalisation que sont les Jeux olympiques, une autre œuvre de prédilection, une autre passion ont tenu autant et plus de place encore dans sa vie : c'est la pédagogie et la réforme de l'enseignement moderne.

Qu'on en juge : en cinquante ans, Pierre de Coubertin a publié plus de 60.000 pages, en plusieurs langues, sur l'enseignement. Dans cette œuvre, la place d'honneur est réservée à une *Histoire universelle* en quatre volumes in-octavo, conçue sur un plan entièrement nouveau et destinée à l'enseignement populaire.

Je l'avais vu, voilà quelque temps, à Genève, au lendemain d'une grande solennité organisée à Lausanne, sous les auspices de l'Union pédagogique universelle, pour célébrer le cinquantième de son activité pédagogique. A soixante-quinze ans, ce qui frappait le plus chez lui, c'était l'incroyable vigueur de son esprit, la foi qui l'animait, le dynamisme qu'il dégageait, c'était la lumineuse clarté d'exposition de sa pensée.

Pierre de Coubertin a défini et la nécessité de réformer l'enseignement et la réforme elle-même dans les phrases suivantes :

« Les maux dont souffre l'Europe proviennent de l'état de faillite dans lequel s'enfonce la pédagogie occidentale. Conçus en un temps où les connaissances scientifiques étaient limitées et les rapports internationaux restreints, nos systèmes d'instruction n'ont plus la capacité suffisante pour

contenir ce qu'il faudrait savoir aujourd'hui. L'apprendre par les vieilles méthodes est impossible. Les deux tiers de la vie y suffiraient à peine. Il faut donc instaurer des méthodes nouvelles. Quand on n'a pas le loisir d'explorer une région le pic à la main, en gravissant lentement ses sommets, on la survole. *L'enseignement, désormais, doit devenir une aviation au lieu d'être un alpinisme*; et c'est au métier d'aviateur intellectuel qu'il convient de dresser l'élève. »

Après ce préambule, Pierre de Coubertin a établi la *Charte fondamentale de l'enseignement nouveau*, charte établissant comme base de son action les neuf points suivants :

- 1° Dans l'état actuel du monde — l'Europe en particulier — aucune réforme d'ordre politique, économique ou social ne pourra être féconde sans une *réforme préalable de la pédagogie* ;
- 2° Une *base de culture générale* doit être recherchée dont le principe initial soit accessible à tous et dont l'application soit pourtant susceptible d'un développement indéfini ;
- 3° La *notion de la connaissance* doit être distinguée de la *connaissance elle-même*, cette dernière pouvant être en quelque sorte inventoriée (c'est-à-dire définie ou cadastrée) sans qu'on en pénètre la substance ;
- 4° Il est nécessaire de *combattre toute spécialisation prématurée* ainsi que tout enseignement spécialisé qui tendrait à s'isoler dans son autonomie sans tenir compte de ses rapports avec la culture générale ;
- 5° On doit viser à *substituer au sentiment de vanité satisfaite qu'engendre le demi-savoir celui de l'ignorance humaine*, l'instruction donnée pendant l'enfance et l'adolescence ne devant plus être considérée par personne comme suffisant à assurer la formation intellectuelle de l'individu ;

6° Il faut s'efforcer d'instaurer dans l'esprit du maître comme dans celui du disciple la tendance à *considérer d'abord les ensembles et les lointains au lieu de commencer par étudier le détail proche et local* ;

7° L'histoire d'une nation et celle d'une période ne peuvent être utilement enseignées que si elles ont été préalablement « situées » dans le tableau des siècles historiques ;

8° Aucune période d'histoire nationale ne doit être étudiée sans *référence continue aux événements concomitants* de l'histoire universelle ;

9° Il est désirable d'écarter de l'enseignement les faits d'armes et les traités ou conventions qui n'ont pas eu de conséquences profondes et durables, ainsi que les chronologies systématiques et les récits anecdotiques sans portée.

Voilà la base de l'« aviation intellectuelle » conçue par Pierre de Coubertin.

Voici maintenant le programme édifié sur ces bases. Pour ce programme, Pierre de Coubertin a trouvé une image aussi claire, aussi frappante que celle de l'aviation intellectuelle. Il définit son programme : le *chandelier à dix branches*, dont, dit-il, « les flammes, susceptibles de brûler en veilleuse dans l'esprit du plus mal cultivé, et d'atteindre la pleine incandescence dans celui du savant, distribueront à tous une lumière de nature et d'ordre identiques pouvant seule assurer la paix sociale et contribuer efficacement à la paix internationale ».

Donc, dix notions qui représentent les dix flammes du chandelier :

a) Les quatre notions qui délimitent l'existence même de l'individu :

La notion astronomique : celle de l'univers réel et pourtant infini au sein duquel se meut l'astre qui le porte ;

La notion géologique : celle des lois physiques, chimiques, mécaniques qui régissent cet astre ;

La notion historique : celle des soixante siècles d'histoire enregistrée qui sont derrière lui et dont il ne peut se désolidariser ;

La notion biologique : celle de la vie, végétale d'abord, puis animale, épanouie enfin dans son propre corps où il doit savoir l'entretenir et l'aviver ;

b) Les trois notions dont dépend son développement mental et moral :

La notion mathématique : celle du vrai immatériel et pourtant tangible qu'il peut utiliser sans arriver à en concevoir l'origine ;

La notion esthétique : celle du beau vers lequel un instinct le pousse sans qu'il puisse en définir l'essence ;

La notion philosophique (au sens étymologique du mot : amour de la sagesse) : celle du bien dont sa conscience l'incite à chercher la voie ; voie dans laquelle les religions et la morale codifiée s'efforcent à le guider ;

c) Enfin les trois notions qui dominent sa vie sociale :

La notion économique : celle de la production et de la répartition des richesses avec ses conséquences obligatoires, bonnes et mauvaises ;

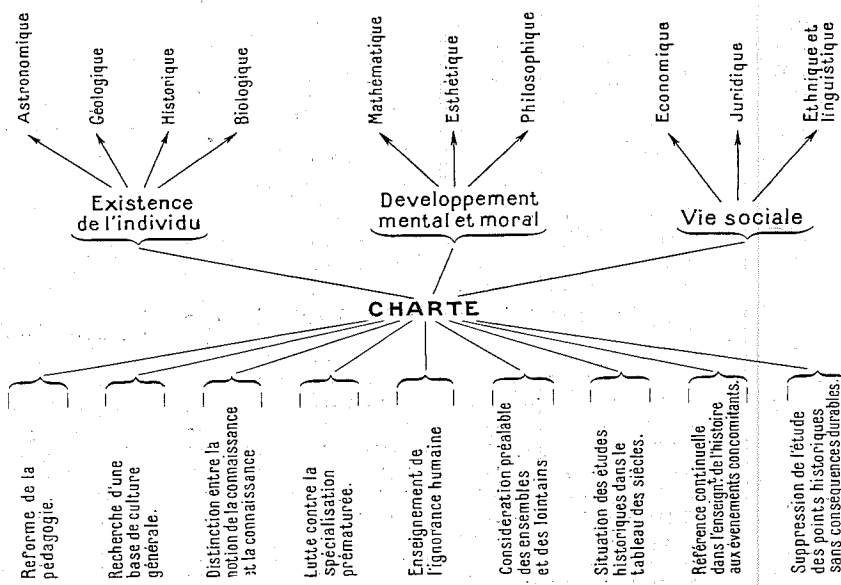
La notion juridique : celle des lois que toute société humaine est conduite à formuler et de la jurisprudence qu'engendre l'interprétation de ces lois ;

La notion ethnique et linguistique : celle des races réparties sur le globe avec leurs caractéristiques et les diversités organiques de leurs langages.

Tel est le programme de Pierre de Coubertin. On ne peut nier l'originalité de sa conception, son ampleur, sa puissance et aussi son opportunité.

Sa réalisation demandera du temps. Et, certes, ce n'est pas une réforme aussi... révolutionnaire qu'envisage l'Université de France. Il ne nous en a paru que plus utile de faire connaître, en ce moment, en France, l'ampleur de l'œuvre pédagogique du baron de Coubertin.

PIERRE LORME.



Les bases fondamentales d'un enseignement nouveau selon le baron Pierre de Coubertin.

LE MARÉCHAL PÉTAÏN AUX GRANDES MANŒUVRES SUISSES

(Voir notre gravure de première page.)

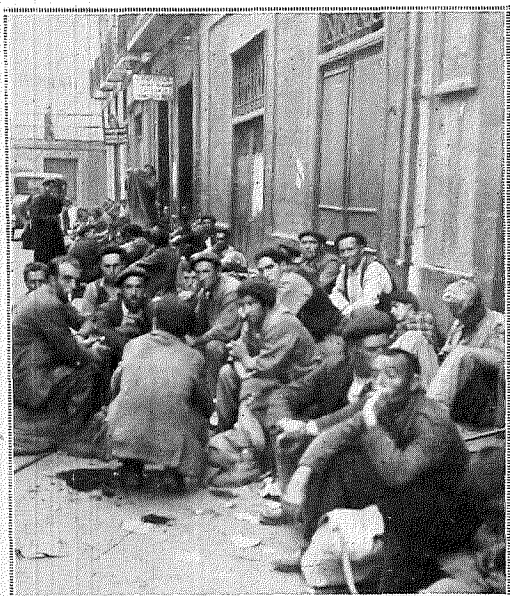
De grandes manœuvres se sont déroulées cette semaine en Suisse dans les cantons de Vaud et de Fribourg. De nombreux officiers étrangers y assistaient et l'armée française y était représentée par le maréchal Pétain. Répondant au salut du chef du département militaire, le conseiller fédéral Minger, le maréchal a dit combien une Suisse forte était une assurance pour la paix. Il a ajouté : « Nous savons très bien toutes les difficultés que représente pour un pays l'organisation d'une armée de milices, toute la préparation morale que cela suppose. Nous savons que la volonté existe dans le peuple suisse de faire obstacle à toutes les tentatives que l'ennemi pourrait esquisser en direction de votre pays. » L'effort actuellement dépensé par la Suisse pour assurer la défense de son territoire a d'ailleurs été exposé par notre collaborateur Emile Schreiber au cours de son enquête en Suisse que *L'Illustration* a publiée depuis le 24 juillet et dont le dernier article paraît aujourd'hui.

LA GUERRE D'ESPAGNE ET LE PROBLÈME MÉDITERRANÉEN

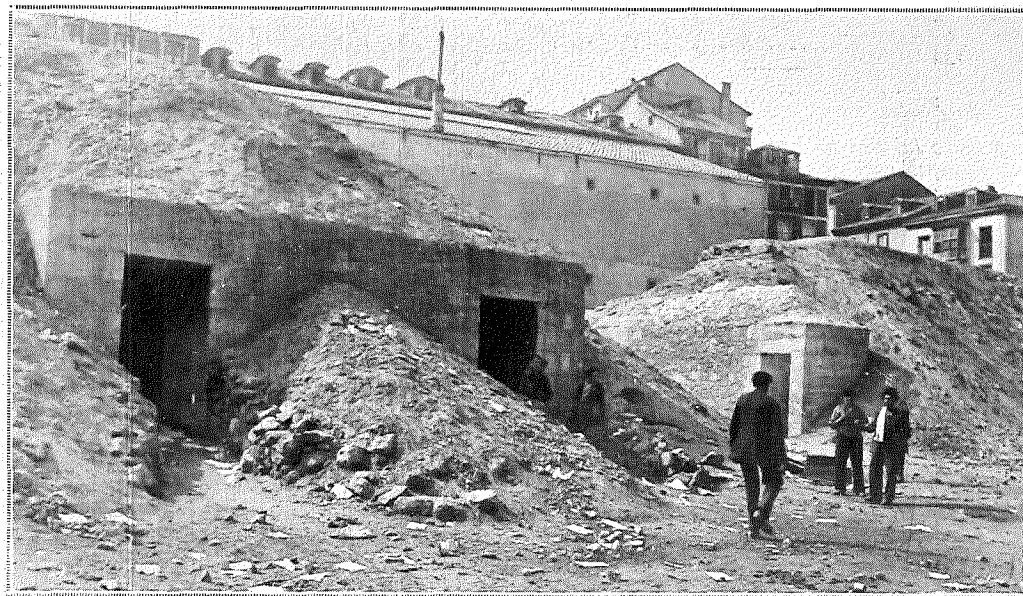
Fertile en rebondissements, la guerre d'Espagne se présente sans cesse sous de nouveaux aspects. C'est aujourd'hui le problème de la sécurité méditerranéenne qui retient l'attention.

Tant que le contrôle des frontières espagnoles a fonctionné normalement, sous l'égide du comité de Londres, les ports et les côtes au pouvoir des gouvernementaux étaient surveillés par les navires de guerre italiens et allemands, en vertu du mandat régulier que les puissances leur avaient confié. Mais au mois de juin dernier, à la suite des incidents que l'on sait — ceux du *Deutschland* et du *Leipzig* — l'Allemagne se retira du système et l'Italie imita son exemple. Du même coup le contrôle disparaissait. Les nationalistes n'ont pas voulu que ce nouvel état de choses pût servir leurs adversaires et, comme ils disposaient d'une supériorité navale manifeste, ils l'ont employée à établir un blocus qui interdisait rigoureusement l'accès du littoral à tous les transports qui pouvaient amener aux gouvernementaux un ravitaillement quelconque, non seulement en matériel prohibé par la non-intervention, mais aussi en produits qui ne tombaient pas sous le coup de cette prohibition, le charbon et le pétrole par exemple. Dans cette tâche, ont-ils agi seuls ou bien ont-ils été aidés clandestinement par les unités allemandes et surtout italiennes demeurées en Méditerranée ?

Quoi qu'il en soit, la chasse a pris, en ces derniers temps, une ampleur de plus en plus grande, ou, pour lui donner son véritable nom, la piraterie, car, le général Franco n'ayant pas la qualité de belligérant, il n'a pas le droit de pratiquer le blocus, même en conformité avec les règles internationales. Mais il y a beaucoup plus grave : ce sont les agressions qui se sont multipliées, au mépris de tout droit des gens, contre des navires neutres, qui ont été bombardés, torpillés ou coulés en haute mer ou qui n'ont échappé que de justesse à la tentative criminelle dont ils étaient l'objet. Dans le cours du mois d'août, une vingtaine de cas de ce genre se sont produits. Plusieurs navires de commerce soviétiques en ont



Miliciens rouges concentrés dans un faubourg de Santander en attendant leur départ vers l'arrière.



Entrées d'un abri contre les bombardements à Santander.

été les victimes. Les Russes n'ont d'ailleurs pas eu le privilège de ces attaques — tantôt navales ou sous-marines, tantôt aériennes — qui ont été effectuées aussi contre des bâtiments britanniques, français, grecs, yougoslaves, danois, etc. Déjà, vers le milieu du mois d'août, le gouvernement de Londres avait adressé une protestation au général Franco et donné à ses navires de guerre des instructions très précises de riposte. Mais l'émotion du public anglais a été portée à son comble par deux autres attentats encore plus audacieux : dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, le destroyer britannique *Havock*, jaugeant 1.335 tonnes, a subi une tentative de torpillage au large de la côte d'Espagne, entre Alicante et Valence, et l'on apprendrait, le lendemain, que le bateau-citerne *Woodford*, se rendant de Barcelone à Valence, avait été coulé.

Ce qui rend ces attentats particulièrement troublants, c'est que, s'il n'a presque jamais été possible de préciser la nationalité de l'agresseur, maints indices laissent supposer qu'ils ne sont pas uniquement le fait de la flotte nationaliste. A l'hypothèse que des sous-marins italiens pourraient en être les auteurs a été opposée celle qui accuserait Valence et Moscou de perpétrer volontairement contre les navires neutres des agressions qui sont ensuite imputées aux nationalistes et aux Italiens, de manière à déclencher une guerre générale, dans laquelle les nations lésées interviendraient au profit des « rouges ».

Sur ces entrefaites, la prise de Santander a donné lieu à un échange de télégrammes entre M. Mussolini et le général Franco et elle a été commentée par la presse fasciste avec autant d'enthousiasme que s'il s'agissait d'une victoire italienne. Les journaux fascistes publient d'ailleurs régulièrement, à la place d'honneur, les noms des « volontaires » italiens tués sur les champs de bataille d'Espagne. Bref, il est devenu de plus en plus visible que l'Italie affiche ouvertement son intervention en faveur des nationalistes.

Le gouvernement français a considéré qu'il y avait là un ensemble de faits qui modifiaient la situation et il a envisagé de saisir soit le gouvernement de Rome, soit tout au moins le comité de Londres d'une protestation formelle, en l'accompagnant de la menace de rouvrir la frontière des Pyrénées au libre trafic des armes, des munitions et des volontaires à destination de Barcelone et de Valence. Mais, avant de prendre une décision aussi importante, il a voulu en référer à Londres et ce fut l'objet d'une démarche diplomatique faite au Foreign Office, le 30 août, en l'absence de notre ambassadeur, par notre chargé d'affaires, M. Roger Cambon.

Tout en partageant notre sentiment sur le fond des choses, M. Eden nous a dissuadés d'une initiative qui risquerait de provoquer toutes sortes de complications et il nous a laissé entendre que l'Angleterre ne s'y associerait pas, au moment où elle s'efforce, au contraire, d'améliorer ses rapports avec l'Italie. Nous avons donc renoncé à notre projet et nous lui avons substitué une autre proposition : celle d'une conférence des puissances méditerranéennes, où la question de la sécurité des neutres et de la liberté des communications et du trafic commercial serait largement évoquée. Cette conférence pourrait se tenir soit à Genève, soit dans une ville voisine de Genève, à l'occasion et en marge de la prochaine assemblée de la Société des Nations.

Cette dernière suggestion a rencontré, par contre,

de la part de M. Eden une approbation entière et l'on a aussitôt entrepris de lui donner une réalisation pratique. Elle soulevait, en effet, bien des points délicats. Une telle conférence n'aurait pas eu de raisons d'être sans la participation de l'Italie, mais, si on la liait plus ou moins directement à l'assemblée de la Société des Nations, comment obtenir l'adhésion de Rome, alors que M. Mussolini a déclaré que l'Italie se désintéresserait de tous les travaux genevois tant que l'empire éthiopien n'aurait pas été reconnu ? Fallait-il, d'autre part, comprendre l'Espagne parmi les puissances méditerranéennes et, dans ce cas, laquelle inviter ? Le gouvernement de Valence reste le seul légal pour l'Angleterre et la France, tandis que l'Italie ne veut connaître que celui de Franco. Après de nombreux échanges de vues, les cabinets de Londres et de Paris se sont mis d'accord pour tenir l'Espagne en dehors de la conférence, mais pour y convier, outre les Etats riverains de la Méditerranée — Italie, Yougoslavie, Albanie, Grèce, Turquie et Egypte — les pays riverains de la mer Noire qui ont accès à la Méditerranée par le détroit des Dardanelles — Roumanie, Bulgarie, Union soviétique — et aussi l'Allemagne, en raison de sa participation antérieure au contrôle naval et des attaques dont ses navires ont été l'objet à deux reprises. La date proposée est le vendredi 10 septembre, et le lieu, une ville proche de Genève, comme Ouchy.

Dans un autre ordre d'idées, un incident, dont on doit espérer qu'il n'aura pas de suites fâcheuses, s'est produit entre la France et les autorités de l'Espagne nationaliste. Bien que le gouvernement Franco ne soit pas reconnu par nous, il nous est impossible de l'ignorer complètement, en raison du grand nombre de Français qui résident en zone blanche, du visa des passeports, etc. C'est pourquoi le général Franco avait jusqu'ici, à Biarritz, des représentants officiels. Or, tout récemment, l'un de ces Espagnols nationalistes s'est vu frapper d'un arrêté d'expulsion, tandis que les autres étaient avisés qu'ils ne pourraient plus séjourner qu'au nord de la Loire. La réplique ne s'est pas fait attendre, sous forme de mesures parallèles d'expulsion ou de refoulement contre des Français de Saint-Sébastien. Mais d'un côté comme de l'autre on a sursis à l'exécution, ce qui laisse présager un arrangement.

Enfin, sur le terrain militaire, les deux théâtres d'activité ont encore été, pendant la semaine écoulée, les Asturies et l'Aragon. Les troupes nationalistes, poursuivant leur progression au delà de Santander, le long de la côte cantabrique, étaient parvenues, lundi dernier, à proximité de Gijon, qui était menacé d'encerclement. En revanche, l'offensive des gouvernementaux contre Saragosse avait enregistré un succès en s'emparant, le 3 septembre, après de très durs combats, de la localité de Belchite, au sud-est de Saragosse. Mais les nationalistes avaient enrayé les attaques au nord, dans le secteur de Zuera. Cette offensive contre Saragosse, à la fois par le sud et par le nord, a été montée par les rouges avec de très gros effectifs : une cinquantaine de milliers d'hommes, comprenant des brigades internationales, des divisions régulières de Valence et de Catalogne et des anarchistes catalans, notamment de la division Durruti. Déclenchée le 24 août, elle avait pour but de compenser dans une certaine mesure, par la prise de ce centre très important des nationalistes, l'effet moral de la perte de Santander. — R. L.